

Brochure n° 3190 | Convention collective nationale

IDCC : 2150 | **PERSONNELS DES SOCIÉTÉS ANONYMES ET FONDATIONS D'HLM**

## Accord du 30 janvier 2020

relatif à la reconversion ou la promotion par alternance (Pro-A)

NOR : ASET2050489M

IDCC : 2150

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNESH,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**BATIMAT-TP CFTC ;**

**FNSCB CFDT ;**

**FESSAD UNSA,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le présent accord s'inscrit dans le prolongement de l'article 5.3 de l'accord de branche du 30 janvier 2020 relatif à la formation professionnelle et à l'alternance, et vise à préciser les conditions de mise en œuvre de la reconversion ou la promotion par alternance, ou dispositif Pro-A en y spécifiant la liste des certifications éligibles au regard des critères de forte mutation de l'activité et de risque d'obsolescence des compétences.

### Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application

Le présent accord vise les entreprises et les salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale étendue des ESH, sur l'ensemble du territoire français.

### Article 2 | Objet de l'accord

En application de l'article L. 6324-3 du code du travail, les parties signataires définissent par le présent accord la liste des certifications professionnelles éligibles à la reconversion ou promotion par alternance, ou dispositif Pro-A, au regard des critères de forte mutation de l'activité et de risque d'obsolescence des compétences.

### **Article 3 | Critères de mutation de l'activité et du risque d'obsolescence des compétences**

L'observatoire des métiers de la branche est une structure de veille active sur l'évolution quantitative et qualitative des métiers (tendances, évolutions, naissances, obsolescences...), sur les facteurs susceptibles de faire évoluer les métiers et les qualifications.

À ce titre, l'observatoire des métiers contribue à identifier les métiers et emplois susceptibles d'être visés par une forte mutation des activités et un risque d'obsolescences des compétences des salariés qui les mettent en œuvre.

Sur la base des travaux de « Prospective des métiers » conduits en 2019 par un cabinet d'études indépendant et spécialisé pour le compte de l'Observatoire des métiers et dont une synthèse est publiée au site internet de la fédération des ESH<sup>[1]</sup>, la CPNEF de la branche a identifié 17 métiers sensibles et sur la base de 6 critères :

1. Métiers à très forte évolution de compétences.
2. Métiers dont le périmètre des activités évolue fortement.
3. Métiers dont les volumes sont en décroissance.
4. Métiers dont les effectifs sont en forte croissance.
5. Métiers en émergence.
6. Métiers à importante tension de recrutement.

Une synthèse des principaux enseignements prospectifs ayant un impact sur les activités et les compétences des salariés est proposée en annexe 1.

### **Article 4 | Liste des certifications professionnelles éligibles à Pro-A**

Sur la base des travaux de l'observatoire des métiers et au regard de la forte mutation des activités et du risque d'obsolescences des compétences identifiés dans ce cadre, les parties signataires ont établi en annexe 2 au présent accord, la liste des certifications éligibles à la promotion ou reconversion à l'alternance (Pro-A).

La CPNEF se réunira au moins une fois par an pour déterminer l'opportunité de mettre à jour la liste des certifications éligibles.

### **Article 5 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés**

Aucune stipulation particulière n'a été prise pour les entreprises de moins de 50 salariés, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

### **Article 6 | Révision**

Les parties au présent accord peuvent décider d'un commun accord de la révision de tout ou partie du présent accord.

En application de l'article L. 2241-6 du code du travail, les organisations liées par la présente convention se réuniront au moins une fois tous les 3 ans pour examiner la nécessité de révision.

### **Article 7 | Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 5 ans.

[1] Site internet : <http://www.esh.fr/>, rubrique « Observatoire des métiers ».

## **Article 8 | Dépôt**

Le présent accord fait l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du code du travail.

## **Article 9 | Extension et entrée en vigueur**

En même temps que son dépôt, le présent accord fait l'objet d'une demande d'extension auprès de la direction générale du travail.

Le présent accord prendra effet au lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Après avoir lu et paraphé chacune des 10 pages, les représentants mentionnés en première et dernière page ont approuvé et signé l'ensemble de l'accord et ses annexes au nom de leur organisation.

*Fait à Paris, le 30 janvier 2020.*

(Suivent les signatures.)

## **Annexe 1 Synthèse des principaux enseignements prospectifs de l'évolution des activités, de l'emploi et des compétences des salariés de la branche professionnelle des ESH**

Dans un contexte de fortes transformations, notamment économiques et réglementaires, les membres de la CPNEF des ESH ont mené en 2019, un projet d'étude prospective des métiers et des organisations visant à caractériser les impacts RH (emplois, compétences, organisations de travail...) des évolutions en cours et à venir au sein de la branche professionnelle.

À ces évolutions économiques et réglementaires récentes s'ajoute un certain nombre d'évolutions technologiques, environnementales, sociétales... auxquelles la branche souhaite répondre par anticipation.

Ces évolutions nécessiteront des adaptations en termes d'organisation et de développement de compétences des salariés que les membres de la CPNEF des ESH auront à accompagner au cours des prochaines années.

### **■ Enjeu n° 1 : un besoin constant de logement social, cependant de nouveaux profils de clients pourront faire évoluer les services proposés par les ESH**

Impacts prospectifs :

- des clients pour lesquels les fragilités économiques/sociales s'accroissent ;
- la croissance démographique des populations âgées et du nombre d'étudiants ;
- renforcement de certains profils : seniors, étudiants, handicapés, familles monoparentales ;
- un comportement plus exigeant des locataires ;
- le développement d'une économie participative et de partage ;
- autres tendances prospectives qui pourraient émerger :
  - le développement d'un esprit de service, et création d'une meilleure expérience utilisateur ;
  - le développement en réponse d'une offre de service ;
  - le renforcement de la concertation des locataires des ESH.

### **■ Enjeu n° 2 : les évolutions technologiques facilitent la gestion administrative et immobilière, voire la création de lien social**

Impacts prospectifs :

- les solutions digitales existantes permettent notamment de faciliter la gestion administrative et immobilière, et d'améliorer le service rendu aux locataires et propriétaires ;
- elles permettent aussi de faciliter la recherche, d'encourager la mobilité et optimiser l'occupation des logements et d'améliorer les prévisions économiques ;
- le BIM et la maquette numérique permettent d'obtenir un modèle numérique de gestion utilisable tout au long de la durée de vie d'un immeuble, en renforçant les liens entre conception et exploitation ;
- l'impression 3D s'introduit dans la construction des bâtiments ; les ESH sont précurseurs ;
- autres tendances prospectives qui pourraient émerger :
  - la généralisation de la gestion numérisée et l'autogestion de certaines démarches ;

- la gestion sociale à tous les niveaux (réseaux sociaux...) ;
- le développement des outils en ligne (chatbot ou de chat en ligne...) ;
- le développement de services à distance (téléassistanes, téléconciergerie, domotiques, etc.) ;
- le renforcement de la qualité de nettoyage, optimisation des ressources et de la satisfaction client ;
- la collecte des données de consommation, voire de surveillance à partir des objets connectés ;
- l'utilisation des big-data ou de données collectées ;
- le développement accru du travail à distance.

### ■ **Enjeu n° 3 : dans un environnement changeant, la réglementation évolue continuellement du fait des décisions politiques nationales et européennes et oblige les ESH à s'y adapter continuellement**

Impacts prospectifs :

- des évolutions vers plus flexibilité de formes de locations, de commercialisations, de missions ;
- une vigilance sur le positionnement par rapport au secteur privé lucratif ;
- ouverture à une complémentarité plus forte avec les différents acteurs de l'immobilier ;
- une législation plus protectrice des données sur les personnes, la surveillance.

### ■ **Enjeu n° 4 : La transition énergétique au cœur des politiques des ESH**

Impacts prospectifs :

- une gestion exemplaire des ressources des ESH ;
- beaucoup de logements sont en situation de précarité énergétique ;
- des innovations techniques pouvant faciliter la réduction de consommations énergétiques ;
- autres tendances prospectives qui pourraient émerger :
  - possibilité à l'avenir de renforcer la lutte contre les pollutions matérielles et sonore ;
  - production d'énergie.

### ■ **Enjeu n° 5 : les évolutions rapides de l'environnement économique tendent à devoir augmenter l'autofinancement et rechercher des gains de productivité**

Impacts prospectifs :

- la réduction du loyer de solidarité (RLS) et l'augmentation de la TVA sur la construction neuve réduisent les marges de manœuvre des ESH et les obligent à trouver de nouvelles solutions ;
- la commercialisation et vente de logements prendraient une part plus significative dans le financement des ESH, alors que le foncier notamment dans les métropoles se raréfie et que les prix augmentent ;
- le regroupement des ESH entamé depuis plusieurs années se poursuit ;
- autres tendances prospectives qui pourraient émerger :
  - de grandes mutations avec une mission de « commercialisation et de vente immobilière » ;
  - des rapprochements toujours plus forts, notamment de fonctions supports ;
  - tarification, charges locatives, et gestion : identification accrue de toutes économies ;
  - renforcement de la commercialisation et élargissement des cibles de bénéficiaires ;
  - diversification, commercialisation de nouveaux services ;
  - types de logements : programmes complémentaires au logement social, utilisation de logements existants à de nouveaux usages, voire ralentissement de la programmation ;

- de leviers financiers par des nouveaux investisseurs ;
- une tension du foncier toujours très importante.

## 5 scénarios d'évolution identifiés

1. Le scénario de la cohésion sociale : « Les ESH se distinguent toujours nettement des autres opérateurs immobiliers, l'objectif étant de se concentrer sur les résultats de sa mission sociale ».
2. Le scénario de la diversification : « Une approche d'inspiration "opérateur urbain ou immobilier" dans un contexte de gestion sociale et d'accompagnement caractérise ce scénario ».
3. Le scénario du développement ultra-connecté : « Les ESH décident d'investir massivement dans le développement numérique ».
4. Le scénario de la rupture du modèle français : « Les pouvoirs publics flèchent l'essentiel des financements des acteurs du logement social vers des populations plus ciblées (modèle résiduel) en rupture avec le modèle généraliste développé en France ».
5. Le scénario de regroupement construit à partir des hypothèses présentées : « Les ESH se lancent dans une accélération des transformations sur l'ensemble des enjeux ».

## Simulations des impacts RH (en nombre d'ETP)

Les hypothèses retenues montrent un ralentissement de la croissance du nombre d'ETP nécessaires.

Une croissance de 1 750 d'équivalents pleins-temps soit en moyenne 350 équivalents temps pleins (ETP) sur les 5 prochaines années.

## Simulation des impacts RH (en activités/compétences)

17 métiers sensibles selon 6 groupes de sensibilité :

ESH	17 métiers sensibles	1. Métier à très forte évolution de compétences	2. Métier dont le contour change fortement	3. Métier dont les volumes sont en décroissance	4. Métier dont les effectifs sont en forte croissance	5. Métier en émergence	6. Métier à importante tension de recrutement
Maître d'ouvrage	Prospecteur foncier						
	Chef de renouvellement urbain						
	Directeur de l'aménagement						
	Responsable BIM						
	Chargé de réception						
	Opérateur de pré-réception (OPR)						
	Assistant technique						
Commercialisateur et vendeur	Chef de projet accession sociale						
	Conseiller clientèle/chargé de commercialisation						
Logeur	Gardien						
	Gestionnaire d'immeuble						
	Chargé d'accueil						
	Chargé de médiation						
	Chargé de gestion de pôle						
	Chargé de mission gestion sociale et urbaine						
	Gestionnaire de charges						
	Employé d'immeuble						
	Ouvrier d'entretien spécialisé						

## Impacts fonctions de maître d'ouvrage

Évolutions des métiers à 3-5 ans :

- la nécessité de renforcer la performance énergétique induit une expertise à développer chez les salariés à tous niveaux ;

- une recherche de gains de productivité, de mutualisation des prestataires et une gestion prédictive font évoluer le contour de certains métiers en lien avec la fonction d’entretien et de maintenance/SAV ;
- une émergence de nouveaux métiers liés à la réception des productions ;
- la plus grande diversité des programmes nécessite des profils plus techniques et plus généralistes pour assurer les fonctions de la production.

Compétences prospectives spécifiques aux fonctions de la production :

- des modes de financement de la production de plus en plus complexes obligent une montée en compétences juridiques et financières de plusieurs fonctions de la production ;
- compétences transversales liées aux progrès technologiques, techniques de construction et de la transition énergétique ; compétences numériques ou technologiques.

7 métiers sensibles : prospecteur foncier ; chef de renouvellement urbain ; responsable BIM ; chargé de réception, opérateur de pré-réception ; assistant technique.

### Impacts fonctions de commercialisation et de vendeur

Évolutions des métiers à 3-5 ans :

- recherche de clients, accompagnement social de la vente, participation des personnels de la proximité (fonction de logeur) ;
- manipulation du BIM et visites virtuelles ;
- le renforcement visé du taux d’occupation des logements, nécessite un profil dédié : le conseiller clientèle ;
- en back-office : un chargé administratif spécialisé pour accompagner les ventes.

Compétences prospectives spécifiques aux fonctions de la production.

Compétences liées au marketing, à la commercialisation et au juridique.

2 métiers sensibles : chef de projet accession sociale ; conseiller clientèle (chargé de commercialisation).

### Impacts fonctions de logeur

Évolutions des métiers de la fonction de logeur à 3-5 ans :

- les métiers administratifs de la location évolueront vers la spécialisation ;
- à moyen terme, la création de métiers spécialisés pourrait répondre au développement de nouveaux services client ;
- une externalisation des tâches d’entretien et de nettoyage recentrerait les métiers de la proximité sur leurs missions de service et de qualité de vie des locataires ;
- dans un contexte d’augmentation de copropriétés, les ESH s’interrogent sur le développement d’un service de syndics ;
- l’évolution de l’accompagnement social induit des changements de certains métiers, voire la création de nouveaux métiers spécialisés ;
- les managers sont des métiers en évolution constante de compétences ; leurs effectifs resteraient a priori moins impactés par les changements que les autres catégories de salariés.

Compétences prospectives spécifiques aux fonctions de la production :

Compétences liées au montage de projets expérimentaux, aux projets immobiliers mixtes avec copropriétaires, à la gestion locative et la qualité de service, l’automatisation de certaines étapes de la relation locataires, aux réseaux sociaux, à la gestion de la consommation à distance à d’autres formes de surveillance.

9 métiers sensibles : gardien d'immeubles, gestionnaire d'immeubles, chargé d'accueil, chargé de médiation, chargé de gestion de pôle, chargé de mission gestion sociale et urbaine, gestionnaire de charges, employé d'immeubles, ouvrier d'entretien spécialisé.



## Annexe 2 Liste des certifications professionnelles éligibles à Pro-A au sein de la branche professionnelle des entreprises sociales pour l'habitat

Libellé certification	Code RNCP	Organisme certificateur
CQP gardien(ne) d'immeubles	32084	CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat
CAP gardien d'immeubles	586	Ministère de l'éducation nationale
CAP maintenance de bâtiments de collectivités	601	Ministère de l'éducation nationale
Bac pro. métiers de l'accueil	32049	Ministère de l'éducation nationale
BTS professions immobilières	14922	Ministère de l'éducation nationale
BTS service prestations secteur sanitaire et social	5297	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
BTS études et économie de la construction	1053	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
BTS comptabilité et gestion	31059	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
BTS assistant de gestion de PME-PMI	6989	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
BTS négociation digitalisation de la relation client	34030	Ministère chargé de l'enseignement Supérieur
BTS systèmes constructifs bois et habitat	18315	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
DUT gestion des entreprises et des administrations	20648	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
DEUST maintenance immobilière, hôtelière et hospitalière	2869	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
DE conseiller en économie sociale et familiale	7571	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
DE ingénierie sociale (DEIS)	4505	Ministère chargé de l'enseignement supérieur
TP agent administratif	6452	Ministère du travail
TP agent d'entretien du bâtiment	316	Ministère du travail
TP employé administratif et d'accueil	17791	Ministère du travail
TP employé(e) administratif(ve) et d'accueil	17433	Ministère du travail
TP technicien mètreur réhabilitation de l'habitat	1268	Ministère du travail
TP coordinateur BIM du bâtiment	34280	Ministère du travail
Gardien(ne) d'immeubles	1569	AFPOLS
Chargé de gestion locative sociale	31160	AFPOLS

Libellé certification	Code RNCP	Organisme certificateur
Responsable de site en habitat social	13594	AFPOLS
Technicien de patrimoine immobilier social	31161	AFPOLS
Directeur(trice) d'agence en habitat social	28198	AFPOLS
Chargé d'opérations d'habitat social	34053	AFPOLS
Chargé d'affaires immobilières	29827	CFQ/ISIFA
Chargé(e) d'accueil	28739	École française d'hôtesse et de tourisme
Chef(fe) de projet spécialisé en économie sociale et solidaire	26240	Initiatives
Conseiller en transactions immobilières	6071	GCAF Suptertiaire
Évaluateur immobilier	24860	CNAM
Expert en économie solidaire et logique de marché	17271	Institut catholique de Paris
Expert en gestion d'actifs mobiliers et immobiliers (MS)	26835	Kedge Business School
Expert en ingénierie de développement local	4926	CIEDEL
Expert en optimisation et transmission du patrimoine	21777	Juriscampus
Gardien(ne) d'immeuble(s)	27326	CEFLU
Gestionnaire immobilier	29433	CNAM
Manager de l'habitat social et durable	30745	GCAF Suptertiaire
Manager de politiques/projets territoriales (MS)	31994	AgroParisTech
Manager de proximité dans l'ESS	16204	Institut régional universitaire polytechnique
Manager des actifs immobiliers	25516	Groupe Sciences U – Paris
Manager d'organismes à vocation sociale et culturelle et en ESS	28720	CNAM
Manager aménagement/promotion immobilière	15804	ESPI
Négociateur immobilier	5999	IFOCOP
Négociateur-conseil en patrimoine immobilier	21942	Groupe Sciences U – Lyon
Négociateur-gestionnaire immobilier	20434	CCI de Limoges et de la Haute-Vienne
Manager en gestion immobilière	27823	ESPI
Responsable d'affaires immobilières	29548	GCAF Suptertiaire
Responsable de programme immobilier	24861	CNAM
Responsable en gestion/négociation immobilières	32006	IGS
Secrétaire – Assistant	15158	IFOCOP
Responsable de programmes immobiliers	21884	Sciences-U Lyon
Manager en ingénierie de la finance immobilière	24874	ESPI

Libellé certification	Code RNCP	Organisme certificateur
Chargé d'affaires BTP	31176	CESI
Chargé d'affaires BTP	29819	ESCT
Manager de projets de construction	16638	CESI
Responsable technique de sites immobiliers	34016	CEFLU
Expert en évaluation et audit immobilier	34232	ESPI
Gestionnaire d'actifs et de patrimoines immobiliers	29193	Sciences U
Expert en efficacité énergétique en rénovation des bâtiments (MS)	26947	École supérieure des mines de Saint-Étienne
Expert en efficacité énergétique des bâtiments	31904	Wedge business school
Chargé d'affaires en diagnostics techniques des bâtiments	31904	Institut technique des gaz et de l'air (ITGA)
Licence professionnelle développement de projets de territoires	30059	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle intervention sociale accompagnement social	30078	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle aménagement du territoire et de l'urbanisme	30115	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle animation sociale, socio-éducative/culturelle	30116	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle métiers de l'immobilier	30123	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence Professionnelle gestion de patrimoine immobilier	29783	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle commercialisation de biens immobiliers	30124	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle métiers du droit de l'immobilier	30038	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle génie civil et construction	30142	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle bâtiment et construction	30141	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle performance énergétique des bâtiments	30143	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence professionnelle mention métiers du BTP : travaux publics	30144	Ministère de l'enseignement supérieur
Licence génie civil	24536	Ministère de l'enseignement supérieur
Master diplôme de l'IEP de Grenoble villes, territoires, solidarités	26726	Ministère de l'enseignement supérieur
Master diplôme de l'IEP de Grenoble, expertise de l'économie sociale	26730	Ministère de l'enseignement supérieur
Master diplôme de l'IEP Rennes expertises de l'action territoriale	22717	Ministère de l'enseignement supérieur

Libellé certification	Code RNCP	Organisme certificateur
Master diplôme de l'IEP Rennes – Ingénierie des services urbains	22713	Ministère de l'enseignement supérieur
Master économie sociale et solidaire	30433	Ministère de l'enseignement supérieur
Master ville et environnements urbains	31450	Ministère de l'enseignement supérieur
Master économie sociale et solidaire	30311	Ministère de l'enseignement supérieur
Master économie appliquée (EA)	30149	Ministère de l'enseignement supérieur
Master géomatique	31451	Ministère de l'enseignement supérieur
Master économie sociale et solidaire	26237	Ministère de l'enseignement supérieur
Master innovation, entreprise et société	30823	Ministère de l'enseignement supérieur
Master politiques publiques	30326	Ministère de l'enseignement supérieur
Master science politique	31506	Ministère de l'enseignement supérieur
Master économie sociale et solidaire	29723	Ministère de l'enseignement supérieur
Master droit de l'immobilier	34105	Ministère de l'enseignement supérieur
Master droit de l'environnement et de l'urbanisme	34080	Ministère de l'enseignement supérieur
Master génie civil	34114	Ministère de l'enseignement supérieur
Master génie urbain	31253	Ministère de l'enseignement supérieur
Master urbanisme et aménagement	31470	Ministère de l'enseignement supérieur
Doctorat construction travaux publics urbanisme	31415	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école des mines d'Alès, spécialité conception et management de la construction.	32298	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école polytechnique de l'université de Nantes, spécialité génie civil	16999	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école polytechnique de l'université de Nice, spécialité bâtiments	18185	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	17849	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'université de Clermont-Ferrand II, spécialité génie civil	19723	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Rouen spécialité génie civil	15664	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école nationale d'ingénieurs de Saint-Étienne spécialité génie civil	15782	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de Marseille spécialité génie civil	19885	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de Lille spécialité génie civil	24092	Ministère de l'enseignement supérieur

Libellé certification	Code RNCP	Organisme certificateur
Titre ingénieur diplômé de l'école supérieure d'ingénieurs de Paris-Est (ESIPE) de l'université de Marne-la-Vallée spécialité génie civil	26656	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Strasbourg spécialité génie civil	26697	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'université Toulouse 3 spécialité génie civil et géosciences	27785	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Toulouse spécialité génie civil	30001	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées de Rennes spécialité génie civil et urbain	4193	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école nationale d'ingénieurs de Saint-Étienne spécialité génie civil	4269	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre Ingénieur diplômé du CESI spécialité bâtiment et travaux publics	13205	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école polytechnique de l'université de Chambéry spécialité environnement, bâtiment, énergie	13257	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur spécialisé en ouvrages d'art, diplômé de l'institut supérieur du bâtiment et des travaux publics	13893	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur spécialisé en infrastructures et géotechnique, diplômé de l'institut supérieur du bâtiment et des travaux publics	13930	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'institut supérieur aquitain du bâtiment et des travaux publics de l'université de Pau	14310	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école centrale de Nantes spécialité bâtiment et travaux publics	17700	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école supérieure d'ingénieurs de l'université de La Réunion spécialité bâtiment et énergie	18067	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre Ingénieur diplômé de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie spécialité énergétique de la construction	20236	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé du CESI spécialité bâtiment et travaux publics	25044	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé du CESI spécialité bâtiment et travaux publics	25045	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé du CESI spécialité bâtiment et travaux publics	25046	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé du CESI spécialité bâtiment et travaux publics	25047	Ministère de l'enseignement supérieur

Libellé certification	Code RNCP	Organisme certificateur
Titre ingénieur diplômé de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie spécialité bâtiment	29170	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie spécialité topographie	29637	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie spécialité travaux publics	4187	Ministère de l'enseignement supérieur
Titre ingénieur diplômé de l'école des ingénieurs de la ville de Paris spécialité génie urbain	9421	Ministère de l'enseignement supérieur